



NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



DISTR.  
GENERALE  
E/CN.4/SR.161  
28 avril 1950  
ORIGINAL : FRANÇAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sixième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

DE LA CENT SOIXANTE ET UNIEME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York,  
le mercredi 19 avril 1950, à 15 heures.

SOMMAIRE

- Projet de pacte international relatif aux droits de l'homme (annexes I et II du rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa cinquième session, document E/1371) (suite) :
  - Article 16 (E/CN.4/365, E/CN.4/353/Add.10, E/CN.4/358, E/CN.4/382, E/CN.4/429);
  - Article 17 (E/CN.4/365, E/CN.4/353/Add.10, E/CN.4/360, E/CN.4/360/Corr.1, E/CN.4/415, E/CN.4/424) (suite).
- Nomination d'un Comité du style.

PRESENTS

<u>Présidente</u> :	Mme ROOSEVELT	Etats-Unis d'Amérique
<u>Membres</u> :	M. WHITLAM	Australie
	M. NISOT	Belgique
	M. VALENZUELA	Chili
	M. TCHANG	Chine
	M. SORENSON	Danemark
	M. RAMADAN	Egypte
	M. LEROY-BEAULIEU	France
	M. THEODORPOULOS	Grèce
	Mme MEHTA	Inde
	M. MALIK	Liban
	M. MENDEZ	Philippines
	Mlle BOWIE	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
	M. ORIBE	Uruguay
	M. JEVREMOVIC	Yougoslavie

Représentantes d'organisations non gouvernementales de la catégorie A :

Mlle SENDER	Confédération internationale des syndicats libres (CISL)
Mlle LIOT	Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies (FMANU)

Représentants d'organisations non gouvernementales de la catégorie B :

M. EASTMAN	}	Comité des Eglises pour les affaires internationales
M. NOLDE		
M. MOSKOWITZ		Conseil consultatif d'organisations juives
M. BERNSTEIN		Comité de coordination d'organisations juives
M. HUNTINGTON		Comité consultatif mondial de la Société des amis
Mlle DINGMAN		Union internationale de protection de l'enfance
Mlle SCHAEFER		Union internationale des ligues féminines catholiques
M. PERLZWEIG		Congrès juif mondial

Secrétariat :

M. HUMPHREY	Directeur de la Division des droits de l'homme
M. SCHWEID	Directeur adjoint de la Division des droits de l'homme
M. LIN MOUSHENG	} Secrétares de la Commission
M. DAS	

PROJET DE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS DE L'HOMME (ANNEXES I ET II DU RAPPORT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME SUR SA CINQUIEME SESSION, DOCUMENT E/1371) (suite)

Article 16 (E/CN.4/365, E/CN.4/353/Add.10, E/CN.4/358, E/CN.4/382, E/CN.4/429)

Paragraphe 1

1. M. SOFENSON (Danemark) rappelle que le Comité chargé d'examiner le rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a examiné cet article ainsi que les autres articles relatifs aux droits des minorités et considère leur texte comme satisfaisant. Cependant, et comme Rapporteur dudit Comité, il estime que cette opinion du Comité dans son ensemble n'enlève rien au droit qu'ont les membres dudit Comité d'exposer devant la Commission leur propre opinion.

2. La PRESIDENTE rappelle que le représentant de l'Egypte a proposé une addition au paragraphe 1) et elle l'invite à présenter son amendement.

3. M. RAMADAN (Egypte) craint que l'amendement qu'il a proposé ne puisse être mal interprété et il tient par conséquent à déclarer de façon formelle que sa délégation a toujours été favorable à l'adoption du paragraphe assurant à chacun la liberté de manifester sa religion. C'est là un principe conforme aux dispositions de la Constitution égyptienne, dont l'article 12 déclare que la liberté de conscience est absolue et dont l'article 13 dispose que l'Etat protège le libre exercice de toutes les religions dans les limites de la loi. Depuis un temps immémorial les différentes communautés religieuses vivent paisiblement et en parfaite harmonie sur le territoire de l'Egypte et M. Ramadan aurait certainement voté pour le paragraphe 1 de l'article 16 si le droit qu'il précise ne soulevait pas, non seulement en Egypte, mais aussi dans tous les pays du Moyen-Orient, un problème très complexe.

4. En effet, le paragraphe 1) donne à toute personne le droit de changer sa religion mais cela peut entraîner, en Egypte comme dans d'autres pays, des abus qui ont été fréquemment commis dans le passé et qui continueront à l'être si ce paragraphe est adopté sans qu'y soit introduite une limitation d'ordre juridique.

5. Les communautés chrétiennes de rites différents et les autres communautés sont régies par leurs lois respectives de statut personnel et les obligations de leurs membres sont déterminées conformément aux prescriptions de leurs lois religieuses. C'est ainsi que les ressortissants chrétiens de religion catholique ne

peuvent pas obtenir le divorce parce que le droit canon ne l'admet pas. Pour détourner les prescriptions du statut, ceux qui veulent divorcer changent de religion en se convertissant à l'islamisme, qui admet le divorce. Il va sans dire que pareille conversion n'a rien de sincère. Dans d'autres cas leur conversion a pour but de se soustraire au paiement d'une pension alimentaire qui les gêne. Il y a toujours des individus dépourvus de principes qui abuseront d'une telle disposition et lèseront de cette façon les intérêts légitimes de personnes qui ont droit à la protection de la société et de la loi.

6. Le représentant de l'Egypte n'est nullement opposé au principe du droit à changer de religion dans la mesure où ce changement est basé sur une conviction profonde, et son amendement ne vise qu'un cas spécifiquement juridique. En terminant, il déclare que, si son amendement est rejeté, il demandera un vote séparé sur les mots "la liberté de changer de religion ou de conviction", contre lesquels il devra voter.

7. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) suggère de résoudre le problème qui se pose au représentant de l'Egypte en remplaçant les deux premiers mots du paragraphe 2 de l'article 16 par les mots "Ces libertés".

8. M. RAMADAN (Egypte) ne pense pas que cet amendement résoudrait la difficulté qu'il a signalée car les communautés chrétiennes d'Egypte sont régies par des lois et des statuts spéciaux et le paragraphe 2 est rédigé de façon trop imprécise pour couvrir le cas qu'il a exposé.

9. Parlant en tant que représentante des Etats-Unis d'Amérique, la PRESIDENTE fait observer que la modification suggérée par la représentante du Royaume-Uni aurait pour effet de supprimer toute liberté de conscience.

10. Par ailleurs, elle ne saurait appuyer l'amendement de l'Egypte car un Etat pourrait toujours adopter une loi interdisant de changer de religion et annulant par conséquent l'effet de l'article 16.

11. Enfin, Mme Roosevelt propose que l'amendement des Etats-Unis qui tend uniquement à modifier légèrement la rédaction du paragraphe 1) ne fasse pas l'objet d'un vote.

Il en est ainsi décidé.

12. M. LEROY-BEAULIEU (France) engage les membres de la Commission à ne pas prendre à la légère les amendements qui visent uniquement la forme des textes qu'ils adoptent. Il rappelle à ce sujet que le Secrétariat a publié un texte

français de la Déclaration universelle des droits de l'homme dont le paragraphe 2 de l'article 2 n'est pas conforme au texte authentique adopté par l'Assemblée.

13. M. SCHWELB (Secrétariat) précise que la brochure reproduisant le texte de la Déclaration universelle des droits de l'homme dont parle le représentant de la France a été imprimée à New-York en se fondant sur le texte adopté par l'Assemblée générale et transmis par télégramme de Paris à New-York avant même que l'on ait reçu à Lake Success les documents officiels de la troisième session de l'Assemblée générale. Il n'a pas été tenu compte, lors de cette première édition, du fait que le texte du paragraphe 2 de l'article 2 de la Déclaration avait été modifié à la dernière minute au cours d'une séance plénière de l'Assemblée générale. Une nouvelle édition du texte de la Déclaration a été publiée dès réception du texte définitif adopté par l'Assemblée générale.

14. La PRESIDENTE déclare que, chaque fois que la Commission décide d'un changement dans la rédaction d'un texte anglais et que le représentant de la France déclare que le texte français correspondant est correct, ce texte français n'est pas modifié. Elle estime qu'il serait utile de désigner dès maintenant un "Comité du style" qui étudierait les textes adoptés à la suite de la première lecture.

15. M. MALIK (Liban) estime que la concordance des textes anglais et français de la Déclaration universelle des droits de l'homme pose des problèmes sérieux. Il accepte l'explication du Secrétariat en ce qui concerne la rédaction du paragraphe 2 de l'article 2, mais déclare qu'ayant eu l'occasion d'étudier de très près la concordance des textes anglais et français de la Déclaration, il a trouvé une vingtaine de différences entre les textes anglais et français, dont près de la moitié constituent des différences de fond.

16. Or les deux textes sont également authentiques et la Déclaration universelle est un document qui présente une très grande importance et qui restera dans l'Histoire. Il est fatal qu'un jour ou l'autre les divergences entre les deux textes soient relevées et soulèvent des problèmes difficiles.

17. Le représentant du Liban pense que la Commission pourrait, avant la fin de sa sixième session, recommander au Conseil économique et social de demander à l'Assemblée de corriger de telles divergences en vue d'harmoniser les deux textes.

18. M. LEROY-BEAULIEU (France) ne peut qu'appuyer la suggestion du représentant du Liban. Il a, pour cela, une raison de fond en ce sens que des diffé-

rences importantes entre les textes anglais et français de la Déclaration peuvent être préjudiciables aux droits de l'homme que ces textes visent à consacrer. S'il y a des divergences de fond, et M. Leroy-Beaulieu ne nie pas la validité des craintes exprimées par M. Malik, seule l'Assemblée générale semble pouvoir être compétente pour décider de la façon dont il convient de les régler, et ceci aurait peut-être pour résultat de remettre en question des parties importantes de la Déclaration. Quant aux erreurs de style, M. Leroy-Beaulieu rappelle qu'il a demandé à plusieurs reprises au Secrétariat de procéder à certaines rectifications de détail qui n'auraient en aucune façon altéré le sens du texte. Le Secrétariat a toujours reconnu le bien-fondé de ces rectifications, mais il ne les a jamais acceptées.

19. Voulant donner au document historique important qu'est la Déclaration universelle des droits de l'homme la plus large publicité, et désireux, en particulier, de le faire commenter dans les écoles, le Gouvernement français s'est ainsi trouvé devant un dilemme : il devait ou bien diffuser le texte authentique qui n'est pas rédigé dans un français absolument correct, ou préparer une nouvelle édition différant sur quelques points, quant à la rédaction, du texte adopté par l'Assemblée générale, mais qui n'est plus strictement authentique. La seconde solution a été adoptée.

20. M. Leroy-Beaulieu craint que, malgré les assurances qu'a données la Présidente, la même difficulté ne risque de se poser par la suite pour le pacte.

21. M. SORENSON (Danemark) demande à la Commission de n'étudier que plus tard la suggestion du représentant du Liban relative à une éventuelle révision du texte de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de revenir à son ordre du jour.

22. La PRÉSIDENTE déclare que la Commission étudiera cette suggestion ultérieurement.

23. M. THEODOROPoulos (Grèce) ne pense pas qu'aucun des droits mentionnés dans le pacte puisse être exercé en fraudant la loi. Mais il comprend la gravité du problème qui se pose au représentant de l'Égypte et suggère, par conséquent, le texte suivant : "Le droit de changer de religion ne doit toutefois pas être exercé en fraude de la loi".

24. M. RAMADAN (Egypte) suggère le texte suivant : "Toutefois, doit être déclaré nul et non-avenu tout changement de religion qui aurait été déclaré dans un but de fraude, afin de se soustraire aux obligations découlant de la loi de statut personnel."

25. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) constate qu'il s'agit d'un problème très important. Il y a aussi différentes religions en Yougoslavie et, contrairement à l'histoire de l'Egypte, ces différences ont été la cause de heurts qui ont créé une situation difficile à laquelle il a été remédié par l'application de lois interdisant sous peine de sanctions tout conflit religieux et toute propagande dirigée contre une religion quelle qu'elle soit.

26. Le Gouvernement yougoslave considère comme très importante la liberté de conviction religieuse et M. Jevremovic estime qu'on peut ne pas tenir compte de certaines conséquences d'un changement de religion. Il considère l'amendement de l'Egypte comme ayant un caractère trop restrictif car il limiterait le droit de changer de religion. Si tous les citoyens sont égaux devant la loi, indépendamment de leur religion, le représentant de la Yougoslavie ne comprend pas très bien les difficultés que pourrait entraîner un changement de religion. Il ne pourra donc voter pour l'amendement de l'Egypte.

27. La PRESIDENTE, parlant en tant que représentante des Etats-Unis d'Amérique, estime qu'il serait dangereux d'introduire dans le pacte une limitation au droit de changer de religion. A son avis, la limitation générale qui figure au paragraphe 2 de l'article 16 est amplement suffisante.

28. M. RAMADAN (Egypte) répondant au représentant de la Yougoslavie, fait observer qu'il y a dans son pays, d'une part, la législation civile générale et, d'autre part, la législation de statut personnel d'après laquelle les membres des différentes communautés sont régis par leurs lois religieuses respectives.

29. M. MENDEZ (Philippines) cite également l'hypothèse d'un pays dont les habitants seraient principalement chrétiens mais qui tolérerait, sur une partie de son territoire, la survivance d'une religion permettant la polygamie. Dans ces conditions, si un chrétien élisait domicile dans la partie du territoire où la polygamie est tolérée, rien ne l'empêcherait de devenir polygame lui-même.

30. M. SORENSON (Danemark) fait observer que la question des modifications de statut personnel dans le cadre de la législation civile ne se pose pas

seulement à propos de changements de religion, mais également pour les changements de domicile et de nationalité. Par conséquent, le problème qu'a posé le représentant de l'Egypte dépasse largement le cadre du changement de religion et M. Sorenson estime qu'il serait regrettable de faire une confusion entre le statut civil d'un individu et ses convictions religieuses. Il s'agit, dans le premier cas, d'une question d'ordre juridique et, dans le second, d'une question d'ordre spirituel.

31. Le Gouvernement égyptien pourrait très bien considérer que le changement frauduleux de religion n'affecte pas le statut personnel de la personne qui change de religion. Il s'agit là d'une question d'ordre purement juridique et une telle interprétation de la part du Gouvernement égyptien ne serait nullement incompatible avec le texte actuel de l'article 16.

32. M. MALIK (Liban) est d'accord avec les représentants de la Yougoslavie, du Royaume-Uni et du Danemark. Le Liban se trouve dans une situation semblable à celle de la Yougoslavie, rejette formellement toute idée de discrimination et croit en la liberté complète et absolue de changer de religion. Le texte actuel de l'article 16 reprend le texte de l'article correspondant de la Déclaration universelle des droits de l'homme et M. Malik pense qu'il est impossible de le modifier sans en altérer la signification. Le droit qui est précisé dans cet article est absolument fondamental et l'on ne saurait concevoir une restriction quelconque au droit de changer de religion.

33. Quant à la question de la polygamie mentionnée par le représentant des Philippines, M. Malik doute que la polygamie puisse être permise aux termes des dispositions de la Charte relatives à l'égalité de droits des personnes des deux sexes. Il craint que tous les Etats Membres n'aient pas encore pleinement compris toute la portée des dispositions de la Charte.

34. Il est impossible de considérer comme nul un changement de conviction sincère et c'est pourquoi M. Malik espère que le représentant de l'Egypte n'insistera pas sur son amendement.

35. M. RAMADAN (Egypte) craint que les observations du représentant du Liban puissent être interprétées comme signifiant que l'Egypte s'oppose à la liberté de changer de religion. Le principe d'une liberté de conscience absolue est observé en Egypte et M. Ramadan répète que le problème qu'il a soulevé est uniquement celui d'une limitation d'ordre juridique.



36. En terminant, le représentant de l'Egypte donne lecture du texte définitif de son amendement : "Toutefois, les autorités compétentes ne sont pas obligées de tenir compte, en ce qui concerne le statut personnel des individus, des changements de religion qu'ils auraient effectués en fraude de la loi et dans la seule intention de se soustraire aux obligations juridiques découlant de ce statut."

37. M. MENDEZ (Philippines) suggère de pallier la difficulté évoquée par le représentant de l'Egypte en ajoutant, au paragraphe 2, après les mots "la liberté de manifester", les mots "et changer".

38. M. ORIBE (Uruguay) fait observer que la suggestion du représentant des Philippines aurait pour effet d'introduire une limitation au droit de changer de religion alors que l'amendement de l'Egypte vise uniquement à prohiber le changement de statut personnel.

39. M. MENDEZ (Philippines) retire sa suggestion.

40. Mme MENTA (Inde) comprend le problème qui se pose au représentant de l'Egypte, car dans l'Inde une situation similaire existe. Mais, ceci étant, elle préférerait voir disparaître le système des lois relatives à l'individu dans son pays plutôt que de limiter le droit de changer de religion.

41. M. TOHANG (Chine) fait observer que si un changement de religion est fait dans une intention frauduleuse, il est évident qu'il ne sera pas reconnu par les autorités civiles. De façon générale, un acte quelconque, commis dans une intention de fraude n'est pas reconnu. C'est là un principe général des codes civils. La fraude est visée d'ailleurs dans le paragraphe relatif aux limitations d'ordre général. Dans ces conditions, l'amendement de l'Egypte ne paraît pas nécessaire.

42. La PRESIDENTE, parlant en tant que représentante des Etats-Unis d'Amérique, déclare partager le point de vue du représentant de la Chine; elle estime qu'il est inutile d'insérer à l'article 16 la disposition proposée par le représentant de l'Egypte.

Par 8 voix contre 3, avec 2 abstentions, l'amendement de l'Egypte est rejeté.

43. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) déclare avoir voté contre l'amendement de l'Egypte. Il comprend fort bien la difficulté qui se pose dans ce pays, mais il lui semble que l'unique solution soit la liberté entière de culte et de religion avec le droit absolu de changer de religion. C'est à son avis la seule façon

d'arriver à établir des relations normales entre les citoyens de croyances différentes.

44. M. MENDEZ (Philippines) s'est abstenu parce que, à son avis, le paragraphe 2 de l'article 16 donne satisfaction aux objections du représentant de l'Egypte.

45. La PRESIDENTE met aux voix la première phrase du paragraphe 1 : "Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion."

A l'unanimité, la première phrase est adoptée.

46. La PRESIDENTE met aux voix la première partie de la seconde phrase : "Ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction."

Par 13 voix contre 1, la première partie de la seconde phrase est adoptée.

47. La PRESIDENTE met aux voix le reste du paragraphe 1.

A l'unanimité, le reste du paragraphe 1 est adopté.

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, l'ensemble du paragraphe 1 est adopté.

#### Paragraphe 2

48. La PRESIDENTE met aux voix la proposition des Philippines tendant à supprimer le paragraphe 2 (E/CN.4/365, page 46).

Par 9 voix contre 2, avec 3 abstentions, cette proposition est rejetée.

#### Paragraphe additionnel proposé par les Philippines

49. M. MENDEZ (Philippines) présente à la Commission la proposition de son Gouvernement tendant à ajouter à l'article 16 un paragraphe ainsi conçu : "Les objecteurs de conscience qui s'opposent à la guerre pour des raisons religieuses seront exemptés du service militaire."

50. Ce texte est clair en soi et M. Mendez espère que la Commission voudra bien lui accorder toute son attention.

51. M. VALENZUELA (Chili) comprend le sentiment de respect à l'égard de la liberté de conscience qui a amené le Gouvernement des Philippines à proposer cet amendement. La délégation du Chili se voit cependant dans l'impossibilité de l'accepter pour les raisons suivantes. Tout d'abord, l'amendement concerne les objecteurs de conscience qui s'opposent à la guerre pour des raisons religieuses; mais la guerre est également odieuse à tous et on ne peut douter qu'elle fasse

également violence à la conscience collective de tous les citoyens d'un pays. L'amendement vise ensuite spécifiquement à exempter les objecteurs de conscience du service militaire. Or le service militaire n'est pas exclusivement une préparation à la guerre; il est destiné également à préparer la jeunesse pour tout autre désastre qui pourrait frapper le pays. La tendance moderne est d'accentuer le sentiment de discipline nationale et l'on ne saurait admettre que quiconque, fût-ce dans l'intention la plus élevée, se tienne en marge des devoirs à rendre à la communauté.

52. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, exprime l'entière sympathie de sa délégation pour l'amendement des Philippines. Elle fait observer toutefois que la question du service militaire sort du cadre de l'article 16; on peut douter, du reste, qu'une disposition de détail de ce genre ait place dans une convention générale relative aux droits fondamentaux de l'homme.

53. Mlle BOWIE (Royaume-Uni), parlant au nom d'un pays qui reconnaît l'objection de conscience, regrette cependant de ne pouvoir voter pour la proposition des Philippines, qu'elle n'estime pas devoir figurer dans l'article 16.

54. M. ORIBE (Uruguay) estime que l'article 16, dans sa rédaction initiale, défend de façon adéquate la liberté de conscience. Pour ce qui est du service militaire, il rappelle qu'il en est question dans l'article 8, où une exception a déjà été prévue en faveur des objecteurs de conscience à l'alinéa b). La délégation de l'Uruguay s'abstiendra donc dans le vote sur l'amendement des Philippines, qui fait double emploi.

55. M. WHITLAM (Australie) annonce que, bien que l'Australie exempte du service militaire tous les objecteurs de conscience, il votera contre cet amendement qui lui paraît déplacé dans le cadre de l'article 16.

56. Mme MEHTA (Inde) fait observer que les personnes qui s'opposent à la guerre pour des raisons religieuses ne constituent qu'une catégorie d'objecteurs de conscience : il en est d'autres qu'il faudrait également citer si la Commission décidait d'entrer dans ces questions de détail. La délégation de l'Inde ne pense pas qu'il convienne de le faire et votera donc contre l'amendement des Philippines.

57. M. MENDEZ (Philippines) annonce qu'il retire son amendement, se réservant de le présenter à nouveau à la Commission au moment où celle-ci examinera les articles additionnels.

Paragraphe additionnel proposé par la délégation du Liban

58. M. MALIK (Liban) souligne que l'éducation religieuse des enfants est une question qui est essentiellement du ressort de la famille et ne doit pas être exposée à des influences extérieures. L'amendement que propose la délégation du Liban (E/CN.4/429) a pour but d'assurer la perpétuation de la foi en permettant qu'elle soit inculquée aux enfants au sein de la famille, conformément à la tradition. C'est là un principe important pour la liberté de religion qu'entend défendre l'article 16. Cependant, aux termes du texte original, cette liberté n'est garantie en fait qu'à une seule génération : on voit tout ce qu'elle aurait d'illusoire si les parents se voyaient dénier le droit d'élever leurs enfants dans leur foi.

59. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) rappelle que l'article 16 a déjà fait l'objet de discussions longues et complexes et, ainsi que le représentant du Liban l'a souligné lui-même, il semble préférable de ne pas le modifier. Mlle Bowie fait observer, d'autre part, que le paragraphe premier consacre la liberté de manifester la religion par l'enseignement, ce qui répond au souci exprimé par la délégation du Liban.

60. L'amendement que celle-ci propose peut, par ailleurs, comporter des conséquences dangereuses. C'est ainsi que, au cours de la séance précédente, la Commission a entendu une déclaration dans laquelle une organisation non gouvernementale défendait le principe de la volonté présumée de parents décédés pour justifier un transfert d'orphelins. Or, du point de vue des droits de l'homme, la considération primordiale, lorsqu'il s'agit d'enfants, doit être leur bien-être et leur sécurité et l'on ne saurait les arracher au milieu où ils vivent et auquel ils se sont heureusement adaptés sous le prétexte qu'il faut les élever dans la religion de leurs défunts parents.

61. La délégation du Royaume-Uni votera donc contre l'amendement du Liban car elle craint qu'il ne puisse être exploité à l'avenir à des fins qui seraient contraires aux buts que l'on recherche.

62. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, rappelle que ce n'est pas la première fois que la question de l'éducation religieuse des enfants est soulevée devant la Commission. Deux dispositions ont particulièrement retenu l'attention de cette dernière. La première avait pour but de donner expressément aux parents de mineurs le droit de choisir en toute liberté la religion dans laquelle seraient élevés leurs enfants. La deuxième cherchait à consacrer le principe de la primauté de la volonté présumée de parents défunts. Ces deux dispositions ont été rejetées à la session précédente, la première par neuf voix contre cinq, avec deux abstentions, la deuxième par douze voix contre quatre, avec une abstention. La raison principale de ces rejets était le souci de la Commission de ne pas entrer dans le détail des innombrables aspects de la liberté de religion.

63. En ce qui concerne la déclaration de l'organisation non gouvernementale à laquelle la représentante du Royaume-Uni vient de faire allusion, Mme Roosevelt souligne qu'il ne s'agissait pas, en l'occurrence, d'orphelins heureusement réétablis dans des familles, mais d'enfants vivant dans des institutions, et le problème qu'ils posent est assuré de toute la sympathie de la délégation des Etats-Unis. Mme Roosevelt reconnaît, toutefois, le bien-fondé des craintes exprimées par Mlle Bowie ainsi que tout ce que la question comporte de délicat. L'amendement du Liban entraîne, du reste, bien d'autres conséquences; c'est ainsi que, si on l'adoptait, il faudrait déterminer, entre autres, l'âge auquel les enfants pourront user de leur libre arbitre en matière de religion et les circonstances dans lesquelles ils seraient autorisés à le faire. Dans ces conditions, il semble préférable de s'en tenir à la formule générale du paragraphe premier, qui comporte toutes les garanties nécessaires.

64. Pour ces raisons, la délégation des Etats-Unis votera contre l'amendement du Liban.

65. M. WHITLAM (Australie) annonce que sa délégation est entièrement en faveur du principe qui inspire l'amendement du Liban. A l'époque actuelle, où tant de forces sont ligüées contre la famille et contribuent à créer une atmosphère si néfaste pour l'éducation des enfants, l'enseignement religieux revêt une importance toute spéciale.

66. La formule que propose la délégation du Liban n'est cependant pas entièrement satisfaisante, surtout si l'on considère qu'il s'agit de l'insérer dans une convention internationale. La délégation de l'Australie l'appuiera néanmoins

en première lecture, sous réserve que des améliorations lui soient apportées avant son adoption définitive.

67. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) se déclare également d'accord avec la proposition du Liban dont il approuve le principe et il votera pour l'amendement si M. Malik estime nécessaire de le maintenir. Il reconnaît, cependant, avec les orateurs qui l'ont précédé, que la rédaction du paragraphe premier paraît suffisante pour garantir le droit dont il est question. L'enseignement religieux est, en effet, un élément fondamental de la liberté de religion et, en consacrant celle-ci, on le garantit par là même.

68. M. VALENZUELA (Chili) déclare que sa délégation comprend et respecte les sentiments du représentant du Liban; elle approuve en particulier l'esprit de tolérance et de compréhension dont il a fait preuve en adoptant une formule qui consacre l'égalité absolue de tous les cultes.

69. Il n'en reste pas moins que le problème qu'il soulève est extrêmement délicat. La déclaration faite devant la Commission par une organisation non gouvernementale a amené la délégation du Chili à réfléchir à l'ensemble de la question et M. Valenzuela voudrait faire connaître la position de principe de son Gouvernement à cet égard.

70. En premier lieu, le Gouvernement du Chili est un partisan convaincu de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, estimant que cette solution est la meilleure, tant pour l'Eglise que pour l'Etat.

71. En deuxième lieu, le Gouvernement du Chili est d'avis que tout ce qui a trait à l'éducation de l'enfant relève de l'organisation familiale, dont les droits en la matière sont pleinement garantis par l'ensemble des dispositions du pacte et par la teneur même de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

72. M. Valenzuela fait observer que les problèmes religieux ne se posent pas dans les pays réellement démocratiques où règne une liberté absolue en matière de croyance. C'est ainsi qu'au Chili, où la population compte un grand nombre d'immigrés, il existe de très nombreux cultes; il arrive même que les membres d'une même famille appartiennent à des confessions différentes. Le Gouvernement du Chili estime que ce sont là des problèmes qui doivent être résolus par les intéressés eux-mêmes, sans intervention aucune de la part de l'Etat. Il ne saurait en être de même dans les pays totalitaires qui ont tendance à s'arroger le droit de former les enfants selon les conceptions de l'Etat, soit en les élevant en marge de toute croyance, soit en leur inculquant une religion unique.

73. Pour ces raisons, la délégation du Chili craint que l'amendement du Liban n'ait pas suffisamment de force pour atteindre le but qu'il se propose, et ne pourra donc, à regret, voter en sa faveur.

74. Mme MEHTA (Inde) juge superflu l'amendement du Liban étant donné qu'aucun Etat garantissant la liberté de conscience et de religion ne songerait à s'immiscer dans la famille pour enlever aux parents le droit de choisir librement la religion dans laquelle seront élevés leurs enfants. La représentante de l'Inde estime que la question ne présente une importance réelle que dans le cas des minorités; il serait donc plus indiqué d'insérer une disposition de ce genre dans les résolutions sur les minorités que la Commission se propose d'adopter.

75. M. NISOT (Belgique) pense que le texte actuel de l'article 16 répond suffisamment aux préoccupations exprimées par le représentant du Liban. L'amendement du Liban risque d'aller à l'encontre même du but qu'il se propose car, indépendamment des conséquences fâcheuses qu'il pourrait entraîner, ainsi qu'il a été indiqué par les représentantes des Etats-Unis et du Royaume-Uni, cet amendement comporte le grave inconvénient de pouvoir être interprété comme portant atteinte à la liberté religieuse des enfants eux-mêmes. C'est pourquoi M. Nisot demande au représentant du Liban de ne pas insister sur son amendement.

76. M. MENDEZ (Philippines) déclare que la plupart des législations, notamment celle des Philippines, reconnaissent le droit des parents d'élever leurs enfants dans la religion de leur choix ainsi que le droit des enfants d'être élevés dans une atmosphère morale favorable.

77. M. Mendez estime que l'amendement du Liban serait plus à sa place dans la déclaration des droits de l'enfant; il devrait faire tout au moins l'objet d'un article additionnel distinct.

78. M. MALIK (Liban) comprend le point de vue des délégations qui craignent les conséquences que pourrait entraîner son amendement. Etant donné que la majorité des membres semblent être opposés à l'insertion de cet amendement à l'article 16, M. Malik se gardera bien de provoquer un vote qui risquerait d'être interprété par l'opinion publique comme signifiant que la Commission n'attache pas d'importance aux principes contenus dans l'amendement, ce qui est d'ailleurs inexact.

79. En conséquence, M. Malik retire son amendement, étant bien entendu que le paragraphe premier de l'article 16 sera interprété comme garantissant aux parents le droit d'élever leurs enfants dans la religion de leur choix.

80. La PRESIDENTE met aux voix l'ensemble de l'article 16.

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, l'article 16 est adopté.

81. M. ORIBE (Uruguay), expliquant son vote, tient à déclarer que les interprétations de l'article 16 données par les divers représentants ne lient que leurs auteurs et ne sauraient être considérées comme une interprétation autorisée de la Commission dans son ensemble.

Article 17 (E/CN.4/365, E/CN.4/353/Add.10, E/CN.4/360, E/CN.4/360/Corr.1, E/CN.4/415, E/CN.4/424) (suite)

82. La PRESIDENTE invite la Commission à reprendre la discussion générale de l'article 17, commencée à la séance précédente.

83. M. MALIK (Liban) déclare que sa délégation est extrêmement désireuse de voir insérer dans le pacte une disposition générale sur la liberté d'expression et d'information, en même temps que de voir élaborer une convention particulière sur le même sujet. M. Malik regrette que les tentatives faites jusqu'ici à cet effet n'aient pas abouti et il déclare que l'Assemblée générale devrait être invitée à renouveler ses efforts dans cette direction. Enfin, le représentant du Liban annonce que, sous réserve de quelques modifications d'importance secondaire, le texte proposé par le Royaume-Uni pour l'article 17 (E/CN.4/365, page 52), lui semble préférable.

84. M. WHITLAM (Australie) déclare que sa délégation est d'avis que l'on insère dans le pacte une disposition concise inspirée des trois textes proposés par les délégations des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni.

85. M. Whitlam analyse succinctement chacun de ces trois textes en indiquant les parties que sa délégation voudrait voir maintenues ou supprimées. C'est ainsi que, dans le texte proposé par la France, M. Whitlam préférerait voir supprimer, au paragraphe 2, la phrase commençant par les mots "Des mesures seront prises ...". En effet, les mesures en question sont tout à fait naturelles sous réserve des limitations énumérées au paragraphes 3.

86. En ce qui concerne le texte du Royaume-Uni, M. Whitlam critique le membre de phrase : "par des procédés visuels ou auditifs dûment autorisés", qui figure au



paragraphe premier; il estime que des détails de cette nature relèvent de la législation des pays et que le pacte ne doit contenir que des dispositions d'ordre général.

87. Quant au texte des Etats-Unis, le représentant de l'Australie estime que son deuxième paragraphe peut être retenu avec quelques additions tirées du deuxième paragraphe du texte du Royaume-Uni. Toutefois, il n'est pas partisan de maintenir l'expression "ingérence gouvernementale" qui figure aussi bien dans le texte du Royaume-Uni que dans celui des Etats-Unis.

88. En conclusion, M. Whitlam propose que les représentants des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni se réunissent pour se mettre d'accord sur un texte commun tenant compte des observations d'autres membres de la Commission.

89. M. LEROY-BEAULIEU (France) souligne que la différence fondamentale entre le texte proposé par la délégation française et ceux du Royaume-Uni et des Etats-Unis consiste en la suppression de toute mention "d'ingérence gouvernementale". En effet, l'Etat a un double devoir : celui de respecter et celui de garantir la liberté d'expression. Or, en mettant l'accent sur le premier devoir seulement, on ignorerait le second qui pourtant est l'objet de toute législation sur la liberté de la presse.

90. M. Leroy-Beaulieu indique que la délégation française pourrait accepter la suppression de la phrase "Des mesures seront prises ... etc", qui figure dans le deuxième paragraphe de ce texte, afin de rallier l'unanimité. Enfin, le représentant de la France indique que les mots "enseignement oral" ont été supprimés parce que la délégation française a estimé qu'il était peu indiqué de faire allusion à l'enseignement dans un article relatif à la liberté d'information et de la presse.

91. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) déclare que sa délégation reconnaît la nécessité d'introduire dans le pacte un article relatif à la liberté d'information, indépendamment de l'élaboration d'une convention spéciale sur le même sujet.

92. M. Jevremovic indique ensuite que les textes proposés pour l'article 17 présentent l'inconvénient grave de laisser aux gouvernements toute latitude pour restreindre à leur gré la liberté de la presse. Des expressions telles que "pour sauvegarder la sécurité publique, l'hygiène, la morale" sont vagues et élastiques, et susceptibles de donner lieu à des interprétations différentes.

93. L'amendement de la Yougoslavie part du principe que tout article sur la liberté d'information doit être conçu de manière à assurer que cette liberté soit utilisée pour la cause de la démocratie et le progrès de l'humanité. La délégation

yougoslave n'ignore pas que l'Etat doit intervenir pour réprimer les abus de cette liberté mais, à son avis, il convient de préciser les cas dans lesquels il peut intervenir.

94. La délégation yougoslave espère que la Commission acceptera son amendement qui est fondé sur des principes démocratiques et précise de manière non équivoque les cas particuliers dans lesquels la liberté d'expression doit être limitée dans l'intérêt même de la démocratie.

95. Mme MEHTA (Inde) estime que la solution la meilleure serait d'adopter un article composé de l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du deuxième paragraphe du texte proposé par le Royaume-Uni.

96. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, déclare que jusqu'à une date récente la délégation des Etats-Unis pensait que la position de la délégation française était essentiellement la même que la sienne, sauf en ce qui concerne un point important, à savoir l'allusion à l'ingérence gouvernementale. Or le nouveau texte présenté par la délégation française comporte, dans son deuxième paragraphe, de nouveaux éléments que la délégation des Etats-Unis ne saurait approuver. D'autre part, le représentant de la France a défendu la nécessité de garantir la liberté d'information, non contre l'ingérence gouvernementale, mais contre l'ingérence privée. Cela signifie-t-il que les éditeurs devront être obligés à publier tout ce qui leur est soumis, quelles que soient les opinions exprimées ? Un tel principe irait à l'encontre même de la liberté de pensée individuelle.

97. Mme Roosevelt déclare qu'elle exposera plus en détail le point de vue de sa délégation à ce sujet à l'issue de la discussion générale.

#### NOMINATION D'UN COMITÉ DU STYLE

98. La PRESIDENTE nomme un comité, composé des représentants de la Belgique, de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis, chargé de revoir le style des différents articles approuvés par la Commission.

La séance est levée à 17 heures 20.